



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Prestations de déménagement pour l'Université Grenoble Alpes

N° du CCAP : 24FSA046

Université Grenoble Alpes
DGD PAT - Direction logistique et sécurité
CS 40700
38058 GRENOBLE CEDEX 9

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
1.3 - Type d'accord-cadre	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	3
1.5 - Réalisation de prestations similaires	3
2 - Pièces contractuelles	3
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
4 - Protection de la main d'oeuvre et conditions de travail	4
4.1 - Obligations du titulaire	4
5 - Durée et délais d'exécution	4
5.1 - Durée du contrat	4
5.2 - Reconduction	4
6 - Prix	5
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
6.2 - Modalités de variation des prix	5
7 - Garanties Financières	5
8 - Avance	6
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	6
8.2 - Garanties financières de l'avance	6
9 - Modalités de règlement des comptes	6
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	6
9.2 - Présentation des demandes de paiement	6
9.3 - Délai global de paiement	7
9.4 - Paiement des cotraitants	7
9.5 - Paiement des sous-traitants	7
10 - Conditions d'exécution des prestations	7
11 - Clause d'insertion sociale	8
12 - Clauses environnementales	8
12.1 - Prévention de la production des déchets et valorisation des déchets	8
12.2 - Réduction des émissions de gaz à effet de serre et amélioration de la qualité de l'air	9
12.3 - Sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales	9
13 - Gestion des déchets	9
14 - Constatation de l'exécution des prestations	10
14.1 - Vérifications	10
14.2 - Décision après vérification	10
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	10
16 - Pénalités	10
16.1 - Pénalités	10
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé	12
17 - Assurances	12
18 - Résiliation du contrat	13
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	13
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
19 - Règlement des litiges et langues	13
20 - Dérogations	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Prestations de déménagement pour l'Université Grenoble Alpes

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Montant maximum : 250 000 € HT par an.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin de la prestation) ;
- le lieu d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- L'offre technique du titulaire portant sur :

- les moyens humains et matériels affectés au chantier ;
- la formation et l'accompagnement des salariés affectés (titulaires ou intérimaires) ;
- les méthodes de travail et de l'organisation des chantiers ;
- le déroulement et du compte-rendu de la visite technique ;
- le délais de réaction et des moyens déployés pour les demandes urgentes ;
- la mise en situation ;

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

4.1 - Obligations du titulaire

Le titulaire est soumis au respect des normes en matière de protection de la main d'œuvre et conditions de travail conformément à l'article 6 du CCAG-FCS.

Le titulaire informe les sous-traitants de leur soumission à ces obligations et demeure seul responsable en cas de manquement.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires.

Les prix comprennent toutes les charges nécessaires à l'exécution complète de prestations en application des dispositions du CCTP et notamment :

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ;
- l'ensemble des frais d'assurance obligatoires (y compris assurance pour le matériel de valeur type matériel de laboratoire) ;
- tous les frais liés à la main d'œuvre, à l'emballage (y compris le matériel et les fournitures), à la manutention, au stockage, au chargement et au déchargement, au transport jusqu'au lieu d'exécution ;
- ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de février 2024 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de notification du marché, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient C_n donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- $I(n)$: valeur de l'index de référence au mois n .
- $I(0)$: valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Arrondis : Les prix seront arrondis à 2 décimales.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index 010766514 « Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 49.4 – Transport routier de fret et services de déménagement ».

Le titulaire devra transmettre le BPU révisé au service de la commande publique de l'UGA (service-commande-publique-fs@univ-grenoble-alpes.fr), au moins 30 jours avant la date de reconduction (avec le coefficient de révision appliqué et la valeur des indices retenus pour le calcul). En plus du BPU actualisé, il est demandé au titulaire de détailler la formule de révision de prix appliqué. A défaut aucune révision de prix ne pourra être appliquée sur la nouvelle période. Les prix révisés sont considérés comme acceptés si le pouvoir adjudicateur n'a pas fait d'observation dans un délai de 30 jours maximum à compter de leur date de réception.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le cas échéant les réfections et les pénalités prévues au CCAP et appliquées par le pouvoir adjudicateur sont déduites de la facture du déménagement concerné.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture
N° SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
- 2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Remplacement du personnel

Le pouvoir adjudicateur peut demander l'interdiction de l'accès des locaux et le remplacement des personnels ne lui donnant pas satisfaction, notamment en cas de violence verbale ou physique ou en cas de défaillance grave dans l'exécution des prestations.

Cette demande fera l'objet d'une mise en demeure préalable. Si celle-ci reste sans effet, le titulaire se verra appliquer les pénalités prévues au CCAP.

Si le pouvoir adjudicateur rencontre des difficultés d'exécution liées au chef d'équipe, il alerte dans les plus brefs délais, par écrit, le titulaire afin qu'il affecte un autre chef d'équipe pour la prestation dans les plus brefs délais et au plus tard le lendemain du signalement, afin de ne pas retarder le déroulement de celle-ci. Si le chef d'équipe n'est pas remplacé dans le délai fixé, le titulaire se verra appliquer les pénalités prévues au présent CCAP (article 16.1).

11 - Clause d'insertion sociale

Par dérogation à l'article 16.1 du CCAG-FCS les modalités d'application de la clause d'insertion sont les suivantes :

Promotion de l'emploi et mesures d'ordre sociales

En application de l'article L2112-2 du L 2112-2 du Code de la Commande Publique, l'Université Grenoble Alpes a décidé de mettre en place une démarche visant à promouvoir l'emploi.

L'annexe n° 1 au présent CCAP précise les modalités de mise en œuvre de cette clause d'exécution et les conditions de son contrôle.

L'Université Grenoble Alpes dans le cadre de l'exécution de la clause sociale est représentée par le Service Ressource et Développement pour l'Emploi de Grenoble Alpes Métropole

Contact et renseignements :

Le Service Ressource et Développement pour l'Emploi de Grenoble Alpes Métropole
Coralie FAURE

Tél : 07 87 16 64 34

Mail : coralie.faure@grenoblealpesmetropole.fr

12 - Clauses environnementales

Le présent accord-cadre comporte des obligations environnementales régies par les dispositions de l'article 16.2 du CCAG-FCS.

12.1 - Prévention de la production des déchets et valorisation des déchets

Pour l'application du présent article, on entend par :

Déchet : toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se débarrasser ;

Producteur de déchets : toute personne dont l'activité produit des déchets (producteur initial de déchets) ou toute personne qui effectue des opérations de traitement des déchets conduisant à un changement de la nature ou de la composition de ces déchets (producteur subséquent de déchets) ;

Valorisation : toute opération dont le résultat principal est que des déchets servent à des fins utiles en substitution à d'autres substances, matières ou produits qui auraient été utilisés à une fin particulière, ou que des déchets soient préparés pour être utilisés à cette fin, y compris par le producteur de déchets.

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre le titulaire s'engage, en concertation avec le pouvoir adjudicateur, à mettre en œuvre des actions de prévention et de valorisation des déchets, notamment à favoriser le recyclage, la réutilisation et le réemploi.

Il est demandé au titulaire d'assurer la reprise et le traitement raisonné des déchets produits lors de l'exécution des prestations de manière à réduire les incidences sur l'environnement.

12.2 - Réduction des émissions de gaz à effet de serre et amélioration de la qualité de l'air

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, le pouvoir adjudicateur concourt à une politique dont l'objectif est la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé.

Cette action d'intérêt général consiste à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air et, à ces fins, à économiser et à utiliser rationnellement l'énergie. La protection de l'atmosphère intègre la prévention de la pollution de l'air et la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire s'engage en faveur de cette action en limitant ses émissions de gaz à effet de serre.

Pour l'application de ces stipulations, le titulaire établit un rapport afin d'identifier les émissions de gaz à effet de serre induites par l'exécution de l'accord-cadre au plus à la fin de chaque période. Ce rapport fait apparaître les principaux postes émetteurs et leurs proportions respectives.

12.3 - Sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales

Le titulaire s'engage à sensibiliser l'ensemble des intervenants concernés aux problématiques environnementales susceptibles d'être rencontrées dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Pour l'application de ces stipulations, le titulaire désigne un interlocuteur qui sera chargé :

- d'identifier les problématiques environnementales en lien avec l'exécution de l'accord-cadre ;
- de mettre en place les actions afin de sensibiliser les différents intervenants (réunion d'information, mode opératoire, formation) ;
- de rendre compte au pouvoir adjudicateur des problématiques identifiées et des actions mises en œuvre pour les résoudre.

Cet interlocuteur est désigné et porté à la connaissance du pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la notification de l'accord-cadre.

13 - Gestion des déchets

La gestion des déchets générés par l'exécution des prestations est effectuée conformément aux dispositions de l'article 20.4 al.1 et 2 du CCAG-FCS.

Le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur les éléments de traçabilité des déchets issus de l'exécution de l'accord-cadre.

14 - Constatation de l'exécution des prestations

14.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées par un agent de la Direction de la Logistique et de la Sécurité qui procèdera contradictoirement avec le titulaire à une visite des lieux afin de vérifier la bonne exécution de la prestation conformément aux articles 27 et 28 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les modalités de vérification sont précisées à l'article 2.8 (Chapitre 1) du CCTP.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, les opérations de vérifications sont effectuées dans un délai de 10 jours maximum à compter de la fin de l'exécution des prestations. Par ailleurs, des vérifications pourront être effectuées pendant l'exécution de la prestation (voir article 2.8 - Chapitre 1 du CCTP).

14.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

La lettre de voiture et la fiche de suivi d'opération décrites à l'article 2.8 (chapitre 1) du CCTP feront office de décision après vérification. Dans les cas où des lettres de voiture partielles seraient établies en cours d'exécution, seule la lettre de voiture finale signée en fin d'exécution et reprenant tous les éléments mentionnés dans les lettres de voiture partielles fera office de décision après vérification.

Réfections : Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix en application de l'article 30.3 du CCAG-FCS.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les pénalités décrites dans les tableaux ci-après s'appliquent.

Les jours de retard s'entendent en jour calendaires. Le jour où l'on constate que la prestation demandée a été réalisée n'est pas comptabilisé dans les jours de retard.

Indépendamment des pénalités applicables pour les prestations non réalisées, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de pourvoir à leur exécution aux frais et risques du titulaire.

Avant chaque application de pénalité, un constat avec compte-rendu sera donné au titulaire du marché ainsi qu'au sous-traitant, si présent, soit par mail soit en physique. Chaque pénalité fera l'objet d'une explication justifiant son application avec preuves à l'appui si jugé nécessaire par le Pouvoir Adjudicateur. Chaque anomalie sera notée au dossier de la prestation en cours, et également sur la ou les lettres de voitures partielles et finale.

Pénalités	Précisions
-----------	------------

Retard à l'arrivée sur le site pour les prestations programmées et/ou urgentes et/ou urgentes exceptionnelles	En cas de non-respect de l'horaire d'arrivée sur le site, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 500 € HT par demi-heure de retard.
En cas de dégâts causés par le titulaire ayant un impact immédiat sur l'utilisateur et/ou personnel enseignant et/ou administratif (mobilier, installation, matériel, machine, etc....)	En cas de dégâts causés par le titulaire lors de l'exécution de la prestation et ayant un impact immédiat sur l'utilisateur et/ou utilisateur et/ou personnel enseignant et/ou administratif, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer, par déménagement, une pénalité égale à 10% de la valeur des mobiliers/équipements neufs achetés pour remplacer ceux qui ont été endommagés (en plus de l'application de la clause de remboursement prévue au Chapitre 1 - article 2.7 du CCTP).
Non remise du plan de prévention (Chapitre 2 - article 2.2 du CCTP)	En cas de non remise du plan de prévention dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur dans sa demande, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de 50 € par jour de retard.
Non-respect de la mise en sécurité et protection des sites de l'UGA et du port des EPI par le personnel du Titulaire et des sous-traitants	En cas de non mise en sécurité et en protection des sites de l'UGA et ainsi qu'en cas de non-port des EPI par le personnel du Titulaire et des sous-traitants, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer une pénalité de 1500 € HT.
Non-respect des délais pour les prestations urgentes et urgentes exceptionnelles (Chapitre 1 - article 2.2 du CCTP et Chapitre 3 - article 1.8 du CCTP)	En cas de non-respect du délai (délai entre la demande de l'UGA et le démarrage effectif de la prestation) pour les prestations urgentes, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 1000 € HT par jour de retard. En cas de non-respect du délai (délai entre la demande de l'UGA et le démarrage effectif de la prestation) pour les prestations urgentes exceptionnelles, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 1500 € HT par jour de retard.
Non-respect du délai de prise en charge des demandes (Chapitre 3 - article 1.8 du CCTP)	En cas de non-respect du délai de prise en charge des demandes, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 100 € HT par jour de retard.
Non-respect du délai de programmation de la visite technique (Chapitre 3 - article 1.8 du CCTP)	En cas de non-respect de délai de programmation de la visite, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 100 € HT par jour de retard.
Non-respect du délai d'exécution de la prestation	En cas de non-respect de délai d'exécution de la prestation fixé dans le bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 200 € HT par jour de retard.
Pénalité pour la non-réalisation complète de la prestation	Dans le cas où le prestataire ne réaliserait pas entièrement la prestation demandée par le pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 1500€ HT par déménagement.
Non remplacement des personnels (article 10 du CCAP)	En cas de non remplacement des personnels ne donnant pas satisfaction le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de 250 € HT par jour de retard à compter de l'expiration du délai fixé par celui-ci.

En cas de non production de la liste nominative du personnel ou des éléments demandés pour les zones classées ZRR.	En cas de non production de la liste nominative du personnel ou des éléments demandés pour les zones classées ZRR dans les délais fixés le CCTP (chapitre 3, 1.6), le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de 250 € HT par jour de retard.
Non remise du certificat de destruction (Chapitre 3 art. 1.13 du CCTP)	En cas de non remise du certificat de destruction, après mise en demeure restée sans effet, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 50 € par jour de retard.
Non-respect de la clause d'insertion professionnelle	Des pénalités en cas de non-respect de la condition d'exécution visant l'insertion professionnelle sont prévues dans l'annexe n°1 au CCAP.
Non-respect des clauses environnementales (article 12 du CCAP)	En cas de non-respect des exigences du présent CCAP, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 100 € par manquement constaté.
Gestion des déchets	En cas d'absence de production des documents liés à la gestion des déchets, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de 50€ par manquement constaté.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20,0 % du montant du bon de commande.

Les pénalités sont appliquées sur le bon de commande (de la prestation concernée en cours) en déduction du montant total de la prestation.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable au titulaire et sont cumulables.

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. A défaut de transmission de la preuve de cette assurance, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire et sans indemnités.

L'assurance du déménageur devra couvrir à minima les dommages pour une valeur de 200 000 €. Le coût de cette assurance est compris dans les prix unitaire du BPU.

Clause de réexamen : Pour certains déménagements, le prestataire aura à déménager des matériels de laboratoire ou assimilés d'une valeur supérieure à 200 000 € (la liste du matériel avec sa valeur étant transmise au prestataire avant démarrage de la prestation). Dans ce cas, si le prestataire doit contracter une nouvelle assurance couvrant la valeur de ces biens, les tarifs du BPU concernant ce type de matériels (MATÉRIEL SPÉCIFIQUE : APPAREILS DE MESURE, MICROSCOPES, CENTRIFUGEUSES, LASERS, ...) pourront être

revu à la hausse sur présentation de justificatifs de la part du titulaire et sous réserve d'acceptation par le pouvoir adjudicateur. Ces modifications feront l'objet d'un avenant.

En l'absence de transmission au pouvoir adjudicateur de l'attestation d'assurance couvrant la valeur de ces biens, la prestation ne pourra être exécutée et des pénalités de retard seront appliquées au prestataire (pénalités pour non-respect du délai d'exécution prévu à l'article 16.1 du présent CCAP).

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation sauf la part de frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.1 CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Service